

**Séance ordinaire du
mardi 26 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la
convention de service commun de Direction du Protocole et de l'Évènementiel -
Modification - Autorisation de signature**

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont ainsi mutualisé entre autres leur direction générale des services, leur directeur et chef de cabinet. Comme pour d'autres directions et services, il a été décidé la création d'un service commun de direction du Protocole et de l'Évènementiel qui a été mis en place à partir du 1er juin 2015. Il concernait initialement le poste de directeur, puis par avenants le poste de directeur adjoint et les 2 postes de cuisiniers.

Au regard des impératifs de fonctionnement de cette direction qui nécessitent un pilotage plus direct, il est proposé de distinguer d'une part un service protocole pour la Ville de Montpellier et un service protocole pour la Métropole et d'autre part un nouveau service Protocole et Accueil comprenant des fonctions mutualisées entre la Ville de Montpellier et la Métropole.

Ils seront directement rattachés au cabinet.

Ainsi, un avenant à la convention de création d'un service commun de direction du Protocole et de l'Événementiel est établi. Il propose la suppression des postes de directeur et directeur adjoint et la création du poste de responsable de service Protocole et Accueil de la Ville et de la Métropole de Montpellier.

Ce service commun requalifié en un service Protocole mutualisé sera donc composé de 3 postes :

- Un Responsable du service protocole et accueil ;
- Un Chef cuisinier ;
- Un Cuisinier.

A terme, des agents de la Ville de Montpellier et éventuellement des agents de la Métropole seront également placés sous l'autorité de ce service commun.

En ce qui concerne le poste de responsable de service Protocole et Accueil de la Ville et de la Métropole de Montpellier, il est proposé qu'il soit rattaché, dans le cadre du service commun, à la Métropole de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvrent notamment les charges de personnel et frais assimilés, soient remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Les Comités techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis, pour avis sur cet avenant à la convention de service commun.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention de création d'un service commun de direction du Protocole et de l'Événementiel ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget, chapitre budgétaire 930 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant à la convention de création d'un service commun de direction du protocole et de l'événementiel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180628-45546-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/07/18
Réception en Préfecture : 09/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.